

opinions



LES ARTICLES LES PLUS LUS SUR LESECHOS.FR

1. Les salaires des cadres enregistrent leur plus forte hausse depuis six ans
2. Assurance-chômage : « Il faut changer radicalement les règles pour inciter à la reprise d'emploi »
3. Macron mise sur le remaniement pour relancer sa rentrée
4. Brexit : pour Boris Johnson, Bruxelles sort vainqueur des négociations
5. Prix de l'immobilier ancien : pas de pause estivale dans les grandes villes

LE MEILLEUR DU CERCLE DES ÉCHOS

Jusqu'où faut-il remanier ?

Emmanuel Macron et Edouard Philippe devraient, ce mardi, opérer un remaniement ministériel. En plus du ou des ministres à remplacer, le couple exécutif doit aussi revoir ses priorités, estime Olivier Babeau, président de l'Institut Sapiens.

ÉNERGIE ET CLIMAT « La première [priorité] est la lutte contre le réchauffement climatique par l'innovation. [...] La France doit investir massivement dans le nucléaire pour faire grandir une technologie puissante, décarbonée et génératrice d'emplois. Il en va non seulement de notre souveraineté énergétique et nationale, mais aussi de notre place dans la course mondiale à la possession des meilleures technologies. [...] Le nouveau ministre devra être ouvert à l'innovation et imperméable aux lobbies de la décroissance et des ayatollahs verts. »

RÔLE DE L'ÉTAT « Il faut aussi renouer avec la promesse libérale véhiculée pendant la campagne présidentielle et qui a pour l'instant été oubliée. [...] Instituer un ministère d'Etat chargé de la transformation de l'appareil public, qui ait rang de numéro deux du gouvernement. Il aura pour mission d'accomplir, d'ici à la fin du quinquennat, une refonte complète des périmètres d'interventions de l'Etat, après une revue impartiale et sans complaisance de ses missions. »

NOUVELLES TECHNOLOGIES « Dernière priorité, il faut que le gouvernement Philippe 2 réponde enfin au gigantesque défi du numérique. [...] Notre dépendance vis-à-vis des géants du numérique devient préoccupante. [...] Il faut aussi élever le secrétariat d'Etat au numérique au rang de ministre d'Etat et le doter d'un secrétaire d'Etat à l'intelligence artificielle, d'un autre à la blockchain et d'un autre à la politique de gestion des données. »



A lire en intégralité sur Le Cercle, l'espace d'opinion des Echos.fr
lesechos.fr/idees-debats/cercle

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Porto Rico : l'ouragan oublié

The New York Times

● Selon le « New York Times », il est désormais coutumier de jauger l'importance d'une catastrophe par le bilan officiel du nombre de morts. « De ce point de vue-là, la révision du bilan de l'ouragan Maria de septembre 2017 à Porto Rico de 64 à 2.975 morts le classe comme l'une des pires catastrophes dans l'histoire récente, pire que le bilan de l'ouragan Katrina [1.836 décès en 2005 à La Nouvelle-Orléans, NDLR] et proche de celui des attaques terroristes du 11 septembre 2001 [2.997 victimes, NDLR]. » Ce qui devrait en principe faire réagir plus fermement le gouvernement américain. « Hélas, cela n'a pas été la réponse du président Trump. » La semaine dernière, ce dernier a affirmé : « Nous avons fait un formidable boulot », rappelle le journal dans un éditorial fermement hostile au 45^e président américain. Donald Trump a évoqué également le problème de la géographie et la question du réseau électrique avant l'arrivée de Maria pour expliquer aujourd'hui l'ampleur des destructions. Reste que ses dernières déclarations sont éloignées de celles qu'il avait faites il y a dix mois en comparant le « bilan modeste » à Porto Rico avec « la réelle catastrophe de l'ouragan Katrina ». Aucun mot de sympathie cependant, ni aucune promesse de faire mieux. Pour le journal, il est absolument nécessaire que les autorités fédérales et locales soient mieux préparées lorsqu'une tempête menace de frapper de nouveau les Caraïbes. Mais il faut aussi que les Américains du continent prennent conscience des souffrances des populations de cette île. « Il est temps d'ouvrir son cœur et son portefeuille : l'autosatisfaction n'est pas de mise. » — J. H.-R.



Suzanne Berger est professeur au MIT de Boston, aux Etats-Unis.

Oui, la mondialisation est vraiment menacée

L'ouverture des frontières ne vient pas de progrès techniques, mais de choix politiques. Leur fermeture est donc possible, comme au début du XX^e siècle. Mais elle est n'est pas souhaitable. La leçon du professeur Suzanne Berger.

LA CHRONIQUE de Jean-Marc Vittori



Un petit bout de femme américaine parle tout doucement. Elle tire la sonnette d'alarme... en remontant plus d'un siècle dans le temps. Au début, on n'est guère surpris : quoi de plus naturel que de se retourner sur le passé quand on approche de sa neuvième décennie ? Sauf que Suzanne Berger a les yeux rivés sur l'avenir. Son message est clair : la mondialisation est réversible. A vrai dire, elle l'avait déjà affirmé il y a quinze ans, dans un petit livre remarquable (1) où elle racontait ce qui s'était passé à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Mais ce message actualisé devient brûlant au regard de ce qui se joue aujourd'hui.

Mouvement de masse

Professeur au MIT de Boston, aux Etats-Unis, Suzanne Berger ouvrirait fin août les Entretiens Enseignants-Entreprises, une belle manifestation qui rassemblerait plus de 500 professeurs de lycée, surtout en sciences économiques et sociales, à l'Ecole polytechnique pendant deux jours. Au cœur des débats où interviennent académiques et dirigeants d'entreprise : la mondialisation, « partout menacée aujourd'hui », selon Berger qui parle français avec un accent lovely. Et de citer Trump, et la montée des partis antimondialisation en Italie, en Allemagne, en France, et aussi le rejet de l'immigration qui s'affirme dans nombre de pays européens. Rien à voir avec la contestation du sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en 1999 par quelques groupes marginaux. En vingt ans, c'est devenu un mouvement de masse.

Dans le même temps, les économistes « mainstream », ceux du courant dominant la discipline, sont devenus moins affirmatifs. Dans leurs modèles, les gains de l'ouverture des frontières ont rapetissé. Ils mettent en cause les

politiques qui n'ont pas su ou pas voulu compenser les perdants. Un collègue de Berger au MIT, David Autor, avait montré dans un travail publié il y a cinq ans que la concurrence de la Chine expliquait le quart des destructions d'emplois industriels aux Etats-Unis.

Il y a bien sûr de beaux esprits toujours prêts à expliquer que l'ouverture croissante des échanges de marchandises, de services, de capitaux, de travail est rendue inéluctable par le progrès technique. La circulation instantanée et quasi gratuite d'énormes masses d'informations permet d'organiser la production à l'échelle mondiale en profitant des moindres coûts. Renault peut par exemple fabriquer une pièce mécanique en Chine, l'usiner en France, la monter dans un moteur en Thaïlande qui équipera une voiture assemblée en Espagne pour être exportée vers l'Amérique latine.

Refermer les frontières « serait une grande erreur politique » pour Suzanne Berger.

Mais si la mondialisation était seulement le fruit du progrès technique, alors son avancée stimulée au XIX^e siècle par le télégraphe, le téléphone, le train, le bateau à vapeur ou le câble transatlantique posé en 1860 aurait, elle aussi, été inéluctable. « L'entrée en guerre en 1914 n'a pas produit le retour au bateau à voile ou au pigeon voyageur, explique Berger. Mais début août, les barrières se sont relevées sur les frontières des Etats, et elles n'ont pas descendu pendant soixante-dix ans. » C'était un choix politique.

Dans le monde d'aujourd'hui, des pressions montent à nouveau pour fermer les frontières. Et cette fois, politique et technique pourraient aller dans le même sens, estime Suzanne Berger. L'automatisation et l'intelligence artificielle ouvrent la voie à la relocalisation d'activités près des marchés. D'autres forces aussi : poussée des salaires en Chine, risque de pillage technologique, recentrage national ou régional

des crédits bancaires. Depuis la crise financière de 2008, les échanges mondiaux progressent à peu près au même rythme que la production, alors qu'ils allaient deux fois plus vite avant.

Refermer les frontières « serait une grande erreur politique », plaide celle qui est d'abord professeure de science politique, même si elle a beaucoup travaillé avec des économistes. Elle avance trois arguments. D'abord, on n'a pas trouvé meilleur moyen pour un pays de sortir de la pauvreté que d'accroître vigoureusement les exportations vers les pays plus riches. Il en va de la justice et de la paix. Ensuite, le pays qui ferme ses frontières se tire une balle dans le pied. Aux Etats-Unis, un emploi sauvé dans la sidérurgie se traduirait par la destruction de... seize postes ailleurs. Enfin, si les gains économiques de la mondialisation sont peut-être surestimés, ses gains politiques sont toujours méconnus. La démocratie ne progresse jamais derrière des portes fermées.

John McCain et Jean Jaurès

Que faire alors ? Berger propose de ralentir l'intégration des marchés mondiaux, afin de laisser du temps pour s'adapter à ceux qui sont laissés sur le bord de la route. A la fin du XIX^e siècle, les droits de douane avaient freiné le mouvement, à l'inverse de ce qui s'est passé dans les années 2000 avec l'entrée de la Chine dans l'OMC. Elle propose aussi plus classiquement de compenser les perdants, en dépassant les mesures individuelles. A voir.

Tout reste possible. Suzanne Berger cite le sénateur américain républicain John McCain dans sa lettre d'adieu : « Nous faisons l'histoire. » Qui fait écho à Jean Jaurès en 1905 : « Le monde présent est ambigu et mêlé. Il n'y a en lui aucune fatalité, aucune certitude. [...] Dans cette indécision des choses et cet équilibre instable des forces, l'action humaine peut beaucoup. » La mondialisation sera encore une fois ce que nous en ferons. Et ce que nous en ferons aura des effets bien au-delà de la seule économie.

(1) « Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié ». Par Suzanne Berger. La République des idées, 2003.

LE LIVRE DU JOUR

Eviter la bulle footballistique

LE PROPOS Mercatos toujours plus fous, salaires astronomiques pour quelques joueurs, explosion des droits TV... L'économie du football, soutenue par de riches investisseurs, est en surchauffe, avertissent Richard Bouigue, de la Fondation Jean-Jaurès, et Pierre Rondeau, économiste du sport. Dans un essai, les deux auteurs, engagés à gauche, écrivent que « la maison "foot" prend feu », car son économie présente les caractéristiques d'une bulle financière. Il y aurait donc urgence à mieux la réguler « afin de corriger la folie libérale et égoïste qui touche [leur] sport chéri ».

L'INTÉRÊT Après avoir établi un état des lieux glaçant, Richard Bouigue et Pierre Rondeau proposent des solutions pour « un football plus juste ». La première consiste à plafonner, à l'échelle européenne, le salaire des footballeurs. Par exemple, le PSG ne pourrait pas payer Neymar, aussi bon soit-il, dix fois plus que le salaire moyen des joueurs de Ligue 1. L'objectif est de lutter contre les inégalités de salaire et de rationaliser la masse salariale des clubs. Une autre idée est de taxer



Le foot va-t-il exploser ?

Par Richard Bouigue et Pierre Rondeau.
L'aube, 118 pages, 14 euros.

les indemnités de transfert, au taux de 1 %, pour alimenter un fonds de développement. Les deux auteurs plaident aussi pour un partage plus égalitaire des droits TV. Tous les clubs d'un même championnat toucheraient une somme identique, sauf les clubs relégués en division inférieure, qui auraient le droit à un bonus pour éviter de couler financièrement. Des propositions pleines de bons sentiments, mais qui auront du mal à convaincre les plus hautes instances du foot... —Kévin Badeau